

SAUVER
DES VIES

CHANGER
LES VIES



Programme
Alimentaire
Mondial

Togo

Rapport Annuel Pays 2020

Table des matières

Synthèse	3
Contexte et opérations	7
Réponse à la crise COVID-19	9
Gestion des risques	10
Partenariats	11
Situation financière	13
Performance du Programme	13
Effet stratégique 01	16
Effet stratégique 02	17
Résultats transversaux	17
Promotion de l'égalité des sexes	18
Protection et responsabilité envers les populations touchées	19
Protection de l'environnement	19
Chiffres et indicateurs	22
Contributions du PAM à l'atteinte des OD	22
Bénéficiaires	23
Total des transferts en espèces ou en nourriture	23
Transfert annuel en vivres	24
Transfert annuel en espèces	24
Résultats des Effets stratégiques et Produits	24
Indicateurs transversaux	25
Section financière	32

Synthèse

Au cours des huit dernières années, le PAM a fourni une assistance technique exclusive au Gouvernement du Togo pour l'aider à faire face aux problèmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition, tout en gérant via le port de Lomé un corridor logistique régional en appui aux opérations du PAM au Sahel. Le corridor de Lomé reste l'un des principaux couloirs du PAM en Afrique de l'Ouest, qui permet d'approvisionner toute la région en nourriture et de mettre en œuvre les opérations d'urgence de niveau 3 dans les pays du Sahel central sans accès au littoral.

L'examen stratégique national 'Faim zéro' du Togo entrepris en 2018 a révélé la nécessité de renforcer le système de protection sociale et les mécanismes nationaux de préparation et de réponse aux situations d'urgence, pour une approche holistique de lutte contre la faim. Le PAM continue donc d'aider le Gouvernement à œuvrer en faveur de la réalisation des Objectifs de Développement Durables (ODD) 2 et 17, conformément aux politiques et stratégies nationales et au Cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies au Togo (2019-2023).

Au cours du premier semestre 2020 (janvier-juin), le PAM a tiré parti du financement reçu du Fonds des Nations Unies pour les ODD 2030 (SDG 2030 Fund) et du Fonds du PAM pour les interventions immédiates d'urgence (Immediate Response Account) pour renforcer les capacités nationales de gestion des systèmes de crise et des programmes et politiques de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale. Par le biais du Fonds des Nations Unies pour l'ODD 2030, le PAM a mis en œuvre des initiatives de renforcement de la résilience axées sur la promotion de systèmes alimentaires durables inclusifs et efficaces auprès du Gouvernement et des partenaires de développement, ainsi que sur la création de débouchés économiques pour les petits exploitants agricoles des zones rurales du pays. En parallèle, le Programme Préparation et de Réponse aux Urgences (IR-PREP) ciblait le renforcement des capacités des acteurs locaux et nationaux impliqués dans la réduction des risques de catastrophe aux actions de préparation et de réponse aux situations d'urgence.

À partir de juillet 2020, le PAM a mis en œuvre un plan d'Opération d'Urgence Limité (Limited Emergency Operation, LEO) en appui au Plan national de riposte au COVID-19, en fournissant une aide alimentaire et nutritionnelle à 252 500 personnes vulnérables (résultat stratégique 1) et des services communs d'urgence au Gouvernement et aux partenaires humanitaires (résultat stratégique 2). Le LEO était partie intégrante du plan de réponse au COVID19 des Nations Unies et a été intégré dans le Plan mondial de réponse humanitaire au COVID19 (Global Humanitarian Response Plan, GHRP) élaboré pour le Togo.

Alors que le PAM a réussi à subvenir aux contraintes opérationnelles pour mettre en œuvre la plupart des activités financées par les Fonds ODD 2030 et par l'IR-PREP, des manques critiques de financement ont eu un impact significatif sur les autres activités prévues par le LEO. Les activités du Résultat Stratégique 2 n'ont pas été déployées, néanmoins, le PAM a tiré parti de son leadership en services communs mondiaux pour faciliter les déplacements du personnel des organisations internationales et le transport des produits alimentaires et autres fournitures essentielles non alimentaires. La plupart des activités prévues au titre du Résultat stratégique 1 n'ont pas pu être mises en œuvre non plus, et le manque de financement a obligé le PAM à ajuster les rations d'assistance alimentaire fournies à la population.



Dans le cadre du LEO, 96% des 252 500 bénéficiaires prévus ont été touchés (dont 60% de femmes), leur permettant ainsi de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels immédiats et d'améliorer leur score de consommation. Les personnes vulnérables identifiées, ciblées et assistées par le PAM en collaboration avec le Gouvernement et les organisations humanitaires partenaires incluent: (i) 225 000 membres de ménages des 90 000 écoliers touchés par la suspension du Programme d'alimentation scolaire géré par le gouvernement; (ii) 6 750 enfants âgés de 6 à 23 mois ont bénéficié d'aliments nutritifs spécialisé; (iii) 15 000 personnes vivant avec le VIH et la tuberculose ainsi que les membres de leurs familles; et (iv) 2 500 ménages en quarantaine avec un cas confirmé ou contact de COVID-19.

De plus, avec le soutien des partenaires coopérants et des autorités locales, des comités bénévoles de distribution alimentaire composés des représentants des bénéficiaires, des enseignants et des leaders traditionnels ont été mis en place à chacun des 304 points de distribution.

Ces comités de distribution étaient composés de cinq membres chacun, avec 60 pour cent de femmes et de filles. Ils ont veillé à ce que les principes de l'égalité genre soient pris en compte pour promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes.

Le PAM continue de fournir une assistance technique au programme national d'alimentation scolaire pour développer un modèle national basé sur une approche inclusive et intégrée, qui facilite le rôle des petits agriculteurs en tant que principaux fournisseurs d'aliments locaux aux écoles à cantines (l'alimentation scolaire basée sur la production locale - Home Grown School Feeding HGSF). Le partenariat avec le Centre régional de l'excellence contre la faim et la malnutrition (CERFAM) basé en Côte d'Ivoire renforcé en 2020 a contribué au développement d'un projet de cantine scolaire en milieu urbain, basé sur le modèle tunisien de cuisine centrale fournissant des repas à diverses écoles d'un même quartier.

À la fin du mois de septembre 2020, le PAM a travaillé en étroite collaboration avec le Gouvernement et s'est félicité de la nomination de la première femme Premier ministre au Togo, Mme Victoire Sidémého Dzidudu Tomegah-Dogbe. Le gouvernement reste engagé afin de soutenir les efforts opérationnels du PAM au Togo, dans l'immédiat à travers le Plan Stratégique Pays provisoire d'un an (PSP) de 2021, et à plus long terme, lorsque le bureau du PAM passera à un Plan Stratégique de Pays (PSP) pour la période 2022-2025.



242,463

Nombre total de bénéficiaires en 2020 : 242,463

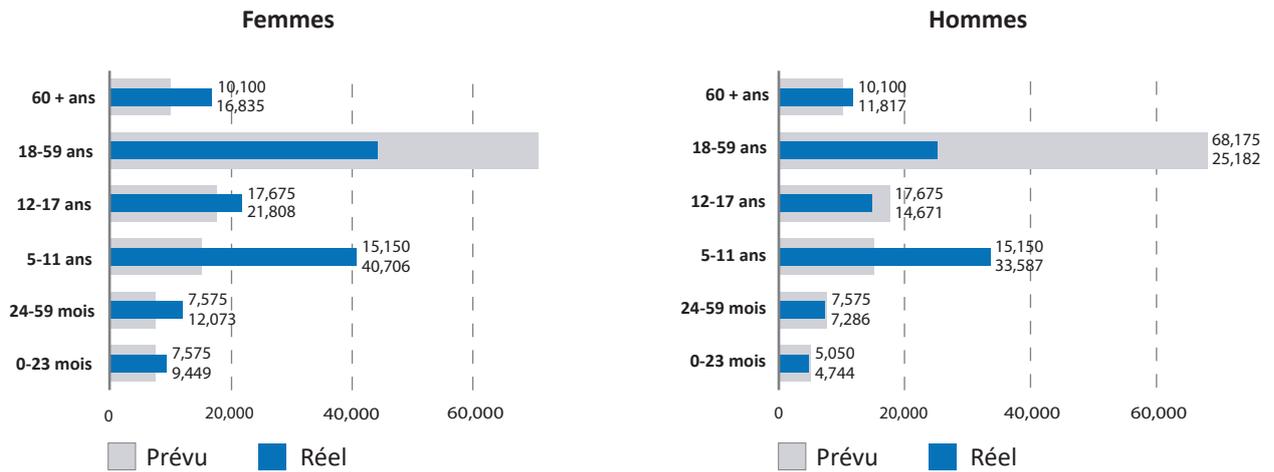


60%
Femmes

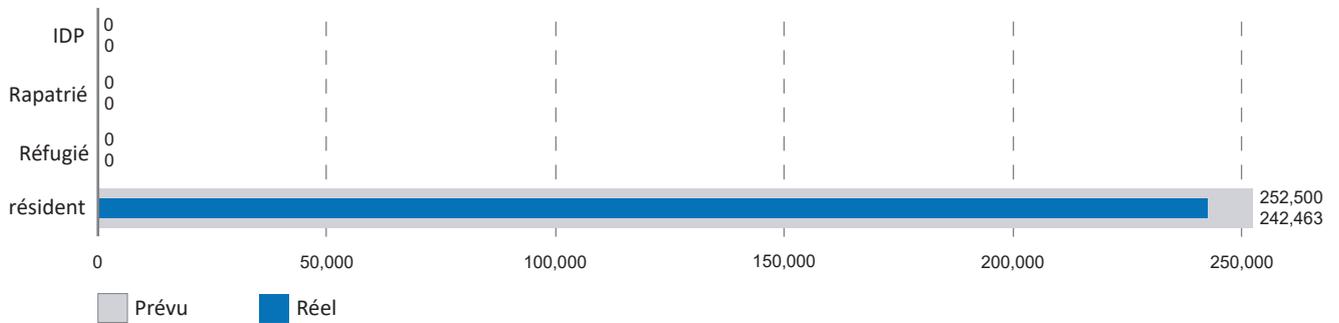


40%
Hommes

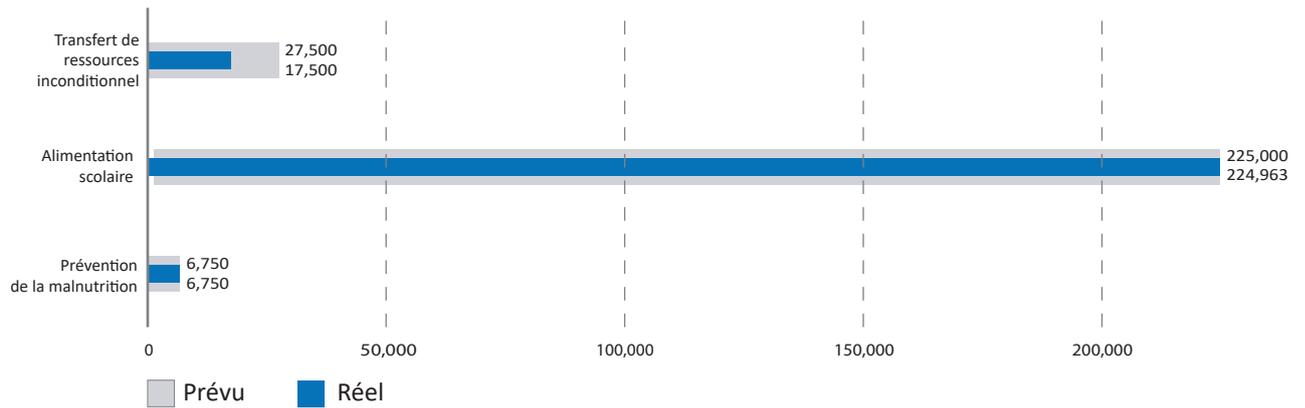
Bénéficiaires par sexe et groupe d'âge



Bénéficiaires par statut de résidence



Bénéficiaires par domaine de programme

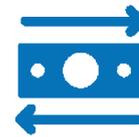


Total des transferts en espèces ou en nourriture



1,878 mt

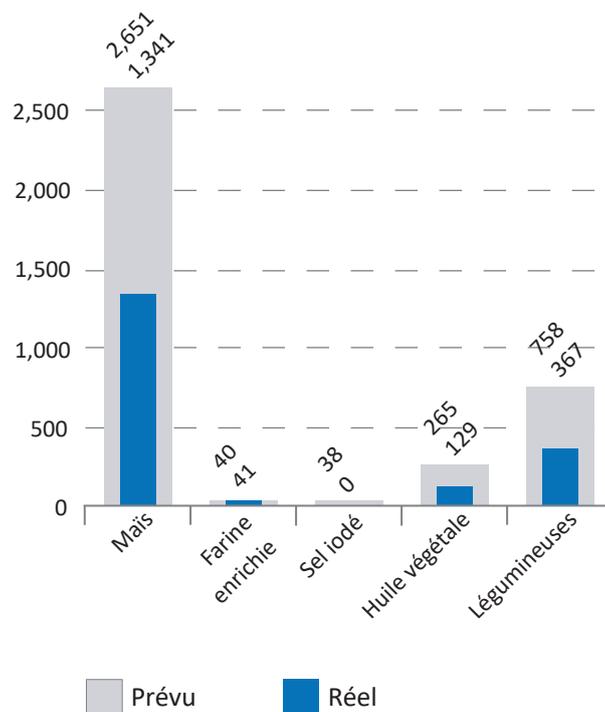
Quantité totale d'aliments transférés en 2020
Contre 3,752 mt prévu



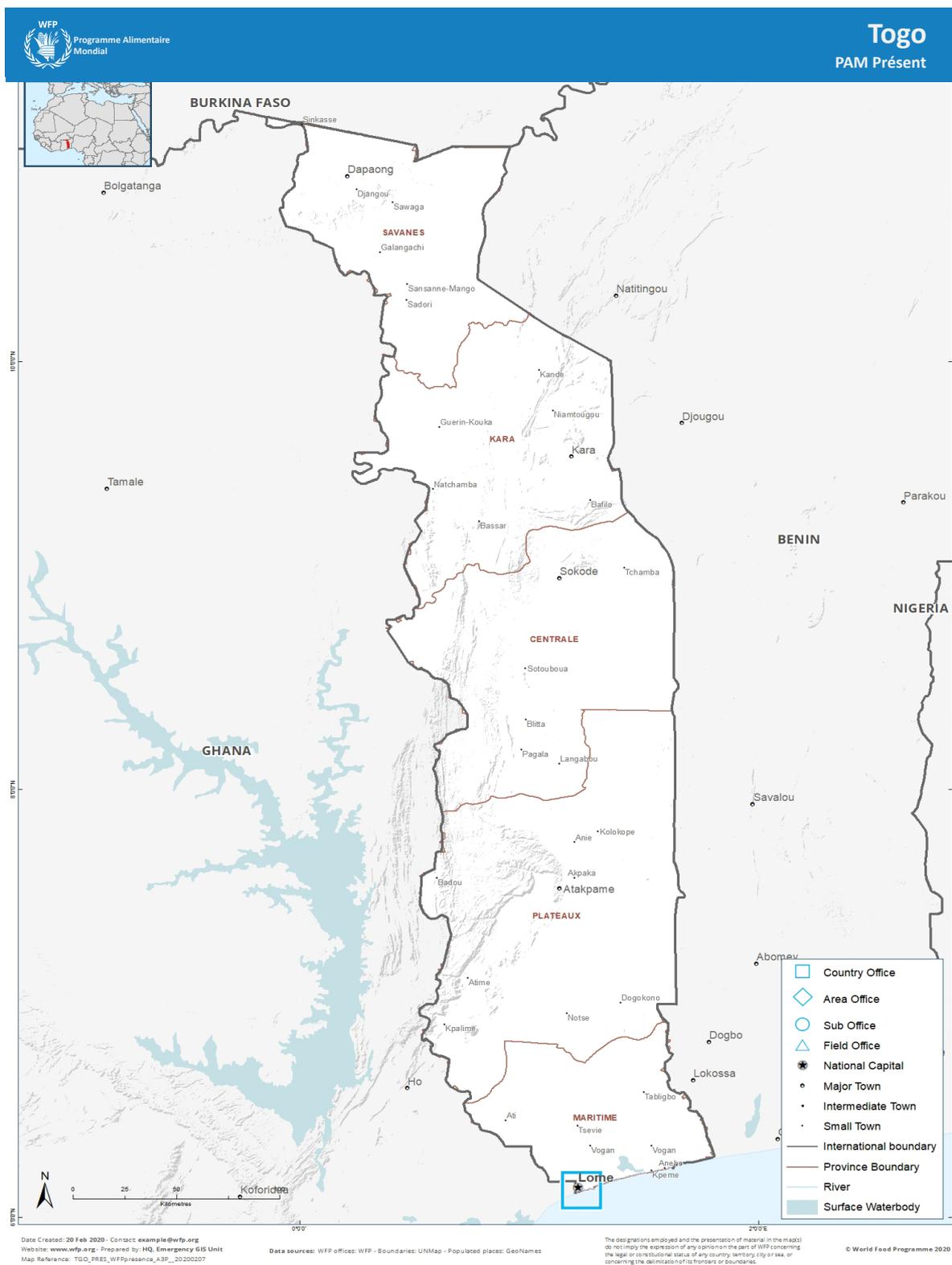
US\$ 0

Total des transferts de cash en 2020
Contre US\$ 2,625,000 prévu.

Total des transferts en espèces ou en nourriture (vivres)



Contexte et opérations



Le Togo, officiellement la République togolaise (République togolaise), est l'un des plus petits pays d'Afrique, avec une taille de 56 785 km². Abritant environ 8,6 millions d'habitants [1], son économie est peu diversifiée et dépend fortement de l'agriculture commerciale et de subsistance. Avec un produit intérieur brut (PIB) de 5,49 milliards USD et un PIB par habitant de 675,5 USD [2], le Togo est à la fois classé parmi les pays les moins avancés et les pays à faible revenu et à déficit vivrier.



Il se classe 167 sur 189 pays dans l'Indice de développement humain 2020 et plus des deux tiers de la population rurale (69%) vit en dessous du seuil de pauvreté [3]. Les régions du nord du pays souffrent de taux plus élevés de pauvreté et de malnutrition, sont plus affectés par les chocs climatiques, et les indicateurs socio-économiques, y compris l'accès à l'éducation, sont en deçà de la moyenne nationale.

Les ménages agricoles, en particulier les ménages dirigés par une femme, sont disproportionnellement plus vulnérables, en raison d'un accès limité aux opportunités économiques, aux services de santé, à l'éducation, au crédit, à la terre et aux intrants et équipements agricoles [4]. Les ménages ruraux sont également de plus en plus exposés aux divers chocs climatiques qui affectent la production agricole, en particulier les inondations (survenant entre juin et octobre), la sécheresse (novembre-mai), l'irrégularité des pluies et les vents violents, qui se sont intensifiés et sont devenus plus fréquents depuis 2017.

Le bureau du PAM au Togo est l'une des plus petites opérations en Afrique de l'Ouest et Centrale, placée sous la tutelle du bureau du Bénin pour plus de 15 ans. Depuis 2012, les opérations dans le pays se sont concentrées sur l'assistance technique au gouvernement pour l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 2 'Faim zéro', tout en gérant un corridor logistique régional en appui aux opérations du PAM au Sahel.

L'examen stratégique national "Faim zéro" du Togo entrepris en 2018 a révélé la nécessité de renforcer le système de protection et les mécanismes nationaux de préparation et de réponse aux situations d'urgence, pour permettre une approche holistique de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Dans son rôle de conseiller, le PAM continue donc d'aider le Gouvernement à œuvrer à la réalisation des ODD 2 et 17, tout en maintenant l'alignement de ses programmes sur le Cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies (2019-2023) et les politiques nationales. En 2020, le PAM a fonctionné avec des projets sur mesure axés sur la préparation aux situations d'urgence, le renforcement des capacités pour la gestion des crises et les interventions de réponse.

Au cours du premier semestre de l'année, les activités mises en œuvre par le biais du Fonds des Nations Unies pour SDG 2030 ont porté sur la promotion de systèmes alimentaires durables inclusifs et efficaces, ainsi que sur la création de débouchés économiques pour les petits exploitants agricoles du pays. En parallèle, un programme régional de renforcement de la préparation de la réponse aux urgences (IR-PREP) a été mis en œuvre conjointement avec le bureau du PAM au Bénin, afin de renforcer les capacités des partenaires gouvernementaux en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention humanitaire [5].

Enfin, une 'Opération Limitée d'Urgence' (Limited Emergency Operation, LEO) a été mise en œuvre au cours de la seconde moitié de l'année (juillet-décembre 2020), suite à la demande d'appui à la réponse à la crise sanitaire adressée au PAM par le gouvernement en mai 2020. Le LEO visait à soutenir le Plan national de réponse au COVID-19 et faisait partie intégrante du Plan de réponse humanitaire des Nations Unies à la pandémie de COVID-19.

En 2021, le PAM mettra en œuvre un plan stratégique de pays provisoire (PSPP) d'un an qui adaptera la composante de réponse à la crise en fonction des besoins du pays, tout en définissant une stratégie pour aider le Togo à: (i) mieux coordonner les efforts nationaux de lutte contre la faim et la malnutrition, (ii) réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et (iii) concevoir un programme de résilience en reprise à la crise du COVID-19. Tirant parti de son expertise mondiale en préparation et réponse aux situations d'urgence et en développement de chaînes de valeurs et de systèmes alimentaires durables, le PAM au Togo vise à conforter sa position de facilitateur en soutien au gouvernement du Togo, tout en maintenant l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le PAM



aidera également le gouvernement à maintenir et renforcer les liens du programme d'alimentation scolaire avec les petits agriculteurs locaux.

Réponse à la crise COVID-19

Pour freiner la propagation de la pandémie COVID-19, le gouvernement du Togo a introduit plusieurs mesures d'endiguement, comprenant notamment la fermeture des frontières aériennes, terrestres et maritimes, la restriction de mouvements, l'instauration de couvre-feux, et la fermeture des écoles. En outre, un organe national de coordination COVID-19 a été mis en place pour organiser les interventions de prévention et de réponse au COVID-19 et un plan national de réponse a été élaboré pour mise en œuvre par les Ministères clefs. Les mesures restrictives ont eu un impact négatif sur l'économie et les conditions socio-économiques des ménages vulnérables, en particulier ceux qui travaillent dans le secteur informel [6]. La fermeture des écoles en raison de la pandémie COVID-19 a forcé plus de 2,7 millions d'apprenants (dont 40% de filles) à rester à la maison et les élèves des 304 écoles primaires publiques bénéficiant de cantines scolaires ont vu leur source de nourriture quotidienne suspendue.

Les recherches menées en mai 2020 par l'Université de Lomé sur les impacts du COVID-19 [7] ont indiqué: (i) une baisse estimée du PIB de 3%; (ii) une baisse des revenus disponibles pour toutes les catégories de ménages; (iii) des répercussions négatives sur la disponibilité de vivres alimentaires (iv) une augmentation de la malnutrition, principalement chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les groupes à risque, tels que les écoliers et les personnes vivant avec le VIH / TB; et (v) des effets négatifs sur le système de santé, y compris la capacité limitée d'offrir des soins adaptés aux personnes infectées par le COVID-19 et la réduction de l'accès aux services de santé essentiels pour les groupes à risque. Une enquête rapide réalisée le 5 mai 2020 a mis en évidence qu'environ 82 % des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) sous thérapie antirétrovirale ont rencontré des difficultés pour obtenir leur traitement.

L'analyse du Cadre Harmonisé (CH, juillet 2020) a estimé que les effets induits de la pandémie COVID-19 combinés avec la période de soudure a exercé une pression sur les moyens de subsistance de près de 1,3 million de personnes (22% de la population) entre juin et août 2020, et que 281 500 personnes (5 % de la population) avaient besoin d'une aide alimentaire immédiate. Ces chiffres étaient respectivement 3 fois et 60 fois plus élevés que les chiffres projetés en mars 2020 [8]. De plus, les taux de malnutrition modérée et de malnutrition aiguë sévère ont augmenté respectivement de 18% et 6,8% chez les enfants âgés de 6 à 59 mois.

Complétant les efforts nationaux, le résultat stratégique 1 du LEO (juillet-décembre 2020) axé sur l'ODD 2 'Faim Zéro', visait à fournir de la nourriture et une assistance nutritionnelle à 252 500 personnes les plus affectées dans le pays. Le résultat stratégique 2 du LEO axé sur l'ODD 17 'Partenariats pour les ODD', visait à soutenir les partenaires humanitaires, la plateforme de gestion des risques de catastrophe, la coordination nationale de la réponse au COVID-19 avec la provision de services communs et de logistique permettant d'améliorer l'efficacité de la réponse humanitaire dans le pays.

Gestion des risques

Des dispositions ont été prises pour garantir des évaluations des risques avant la mise en œuvre et la mise à l'échelle des activités. En 2020, l'apparition du COVID-19 et les mesures de confinement associées sont devenues un facteur aggravant de risques émergents. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, contraintes d'accès dues aux restrictions de mouvement, financement insuffisant,



les urgences liées au changement climatique et risques accrus pour la santé et la sécurité du personnel du PAM, des partenaires et des bénéficiaires, ont été identifiés comme des risques clés en 2020.

Pour atténuer les perturbations opérationnelles dues aux mesures de confinement liées au COVID-19, y compris les restrictions de mouvement, le PAM a élaboré un plan de continuité des activités opérationnelles ainsi qu'un plan d'intervention d'urgence contre le COVID-19, qui ont joué un rôle crucial dans la coordination de sa réponse entre les différentes parties prenantes. Les protocoles de distribution alimentaire ont été révisés pour s'aligner sur les mesures nationales de prévention, tandis que le système de monitoring à distance a été renforcé. De plus, le PAM a tiré parti de la présence active sur le terrain des organisations non gouvernementales locales et des services publics techniques décentralisés pour délivrer des formations dans les communautés et mener des consultations et un suivi des activités. Enfin, pour atténuer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les achats locaux de denrées alimentaires ont été encouragés dans la mesure du possible, en parallèle des achats par le biais de la plateforme globale de gestion des produits GCMF (Global Commodity Management Facility), qui permet l'approvisionnement et le pré-positionnement stratégiques des denrées alimentaires pour les bureaux pays.

Un autre risque majeur était le manque de financement immédiat et adéquat, empêchant le PAM de répondre aux besoins urgents des populations ciblées, en particulier dans le cadre de l'opération d'urgence limitée (LEO). Pour atténuer ce problème, le PAM s'est appuyé sur des mécanismes de coordination élaborés sous les auspices de la direction de la coordination nationale au COVID-19 et le Bureau de la coordination des Nations Unies au Togo, pour développer et adapter sa stratégie et son programme conformément aux priorités du Gouvernement et à la réponse humanitaire au sens large. Des efforts proactifs de plaidoyer et de collecte de fonds ont été menés à travers les mécanismes de coordination des Nations Unies, tout en ajustant les modalités d'activités (ration fournie) afin d'atteindre le nombre maximum de personnes.

Partenariats

En 2020, le PAM a soutenu les priorités du gouvernement en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en renforçant les capacités nationales dans les domaines de la préparation et des réponses aux situations d'urgence, du renforcement de la résilience et des chaînes de valeur du système agro-alimentaire. Le PAM a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement et ses ministères de tutelle, y compris le Ministère en charge du développement à la base à travers l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB), le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural à travers la Direction des Statistiques, Information et Documentation Agricoles (DSID), le Ministère de la Santé et l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC).

Pour mettre en œuvre le projet du Fonds des Nations Unies pour les Objectifs de Développement Durable (ODD) 2030, le PAM a signé un protocole d'accord avec le Ministère de l'agriculture, tandis que la DSID et l'ANADEB étaient des partenaires essentiels pour la mise en œuvre des activités [1]. Les activités menées dans le cadre de ce projet ont contribué à rehausser le profil du PAM en tant que partenaire de confiance et à promouvoir l'expertise du PAM en matière de systèmes alimentaires efficaces et durables au niveau national. Un partenariat avec le Centre régional d'excellence contre la faim et la malnutrition (CERFAM) basé en Côte d'Ivoire a permis de renforcer l'échange de connaissances pour la mise en place d'un modèle national d'alimentation scolaire dans les zones urbaines, sur la base du modèle de la cuisine centrale tunisienne [2].

Dans le cadre du Programme de renforcement de la préparation de la réponse aux urgences (IR-PREP), le PAM a continué de travailler main dans la main avec l'ANPC pour renforcer les capacités institutionnelles en matière de préparation et d'interventions en cas d'urgence, tout en renforçant la coordination entre les principaux acteurs humanitaires au niveau décentralisé et centralisé pour une synergie accrue des interventions. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a été un partenaire clef pour la mise en œuvre non seulement du projet financé par les Fonds ODD 2030, mais aussi de l'IR-PREP, soutenant le processus d'harmonisation du questionnaire national d'évaluation des besoins d'urgence.

À la demande du Gouvernement, le Système des Nations Unies (SNU) au Togo a élaboré à la fois un plan d'urgence et un plan de soutien à la riposte nationale au COVID-19. En avril 2020, le Togo a été ajouté à la liste des pays du Plan Mondial de Réponse Humanitaire au COVID-19 (GHRP, Global Humanitarian Response Plan) et le PAM a activement contribué à la rédaction du Plan de Réponse Humanitaire (HRP, Humanitarian response Plan) du Togo d'un montant de 26,7 millions USD. Cela a été fait conjointement avec les agences sœurs des Nations-Unies au Togo, y compris le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH / sida (ONUSIDA), l'Organisation Mondiale de la Santé OMS et la FAO. En outre, le PAM a soutenu le Ministère de la sécurité et de la protection civile et le Ministère de l'agriculture dans l'élaboration d'un plan d'urgence national, renseigné par une évaluation pour comprendre les impacts de la pandémie COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle dans les zones rurales.



Le PAM a joué un rôle clé au sein du système de coordination humanitaire, dirigeant les groupes sectoriels de la logistique, de la chaîne d'approvisionnement et des télécommunications d'urgence, et co-dirigeant avec la FAO le secteur de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence. Le PAM a également participé au groupe sectoriel de la nutrition et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dirigé par l'UNICEF et au groupe de l'éducation dirigé par la Banque mondiale. De plus, le PAM et l'OMS ont codirigé le système de chaîne d'approvisionnement du COVID-19 établi en avril 2020 dans le cadre du GHRP pour la gestion des services de transport, de stockage et de distribution des équipements et personnels humanitaires.

À ce titre, l'opération d'urgence limitée (LEO) mise en œuvre par le PAM faisait partie du plan de réponse des Nations Unies intégré au Plan de Réponse Humanitaire COVID-19 du Togo. Pour garantir des réponses efficaces, rapides et complémentaires, le PAM a mis en œuvre la réponse d'urgence en étroite collaboration avec le système de coordination humanitaire, la Coordination nationale de la gestion de la réponse au COVID-19 et les comités locaux tout en dirigeant, codirigeant et participant activement aux groupes de travail des secteurs sus-mentionnés.

Deux organisations non gouvernementales locales (ONG), Santé Rurale en Afrique (SAR Afrique) et Appui au Développement et à la Santé Communautaire (ADESCO) ont soutenu les distributions de vivres aux bénéficiaires ciblés dans le cadre du LEO. Le PAM a également travaillé en étroite collaboration avec l'ONUSIDA, l'OMS et le Ministère de la Santé, par le biais du Programme national de lutte contre le sida (PNLS) et du Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT) pour l'identification et le ciblage des ménages de personnes vivant avec le VIH et la tuberculose (TB).

À l'avenir, le PAM vise à renforcer son portefeuille de partenariats, y compris avec les ONGs locales, les Centres d'Excellence contre la Faim basés en Côte d'Ivoire et au Brésil, les partenaires financiers, les agences onusiennes membres du Cadre de coopération au Développement Durable 2019-2023 de l'ONU au Togo, ainsi qu'avec des ministères sectoriels. Le PAM visera également à renforcer les partenariats avec les institutions impliquées dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, y compris le ministère de l'Action sociale, la promotion de la femme et l'alphabétisation, les réseaux de femmes et les organisations de la société civile qui soutiennent l'égalité des sexes.

Situation financière

Les partenariats financiers et la collecte de fonds sont un défi majeur pour le PAM au Togo, qui a reçu pour la dernière fois en 2015 des contributions multilatérales dirigées. Pour combler les déficits de financement et permettre la mise en œuvre des différentes activités prévues en 2020, le PAM a tiré parti de mécanismes de financement interne.

La crise sanitaire du COVID-19 a provoqué en 2020 un choc social et économique mondial, qui a conduit le PAM à adopter un programme d'Opération d'Urgence Limité (LEO) en appui au plan national d'intervention COVID-19. Avec un budget total de 6,8 USD millions le LEO prévoyait de fournir une aide alimentaire et nutritionnelle à 252 500 bénéficiaires, à travers la distribution de près de 3 752 tonnes de nourriture et 2,6 millions USD de transferts en espèces. Pour permettre au PAM de programmer les activités du LEO, le bureau pays a eu accès à 1,5 million USD du fonds interne d'Intervention Immédiate (IRA, Immediate Response Account) un mécanisme de financement des opérations d'urgences utilisé par le PAM pour 'sauver des vies'. Le compte d'intervention immédiate du PAM couvrait le coût des activités de préparation aux situations d'urgence et réponse, dans le cadre du programme régional de préparation et d'engagement de la réponse immédiate mis en œuvre conjointement avec le bureau du PAM au Bénin.

En complément du Fonds SDG2030, le PAM a reçu une contribution de 14 900 USD du Fonds COVID-19 pour la Coopération Sud-Sud "COVID-19 South-South Cooperation Fund" pour mettre en œuvre des initiatives et des échanges Sud-Sud sur la collecte de données et l'analyse d'indicateurs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en collaboration avec le gouvernement et le CERFAM, Centre régional d'excellence contre la faim et Malnutrition basé en Côte d'Ivoire. Entre-temps, les activités de renforcement des capacités mises en œuvre entre janvier et juin (avant l'approbation du LEO) ont été financées par le biais de fonds d'affectation spéciale, le Fonds des Nations Unies pour les ODD 2030 et le Fonds de renforcement de la préparation de la réponse aux urgences (IR-PREP).

Hormis des fonds internes et de financements de projets, en 2020 le PAM n'a pas reçu de contributions directes de donateurs multilatéraux et cela a eu un impact significatif sur les activités planifiées dans le cadre du LEO. Ce dernier ne disposait que de 22 % du budget estimé nécessaire pour couvrir les besoins et la totalité des ressources a été affectée à la mise en œuvre partielle du résultat stratégique 1. La modalité de transfert en espèces, les activités de communication pour le changement de comportement social, les formations de renforcement de capacités prévues au titre du résultat stratégique 1 n'ont pas pu être mises en œuvre. De plus, bien que la plupart des bénéficiaires ciblés par l'assistance alimentaire aient été touchés (96 pour cent), le PAM a dû procéder à des ajustements opérationnels pour combler les déficits de financement, notamment en réduisant les rations distribuées [1].

En raison des retards opérationnels rencontrés [2], le LEO, qui devait initialement être lancé en juillet 2020, a démarré en octobre 2020, résultant en de faibles niveaux de dépenses du fonds en 2020. Néanmoins, les activités d'assistance alimentaire et nutritionnelle prévues ont été poursuivies et réalisées et toutes les ressources disponibles au titre du LEO (1,5 million USD) ont été décaissées en conséquence en 2021.



Aperçu financier annuel par résultat stratégique et activité

	Plan basé sur les besoins	Plan de mise en œuvre	Ressources disponibles	Dépenses
Résultat Stratégique 01 : Les populations touchées par la crise au Togo sont en mesure de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les chocs	 5.561M	 1.248M	 1.321M	 171.673K
Résultat Stratégique 02 : Les partenaires humanitaires et de développement au Togo ont accès à des services communs tout au long de la crise	 491.961K	 0	 0	 0
Total	 6.053M	 1.248M	 1.321M	 171,673 M

Les chiffres financiers annuels présentés dans ce tableau sont au niveau des résultats stratégiques et des activités. Les ressources allouées au niveau du Plan Stratégique Pays Provisoire (PSPP) ou du résultat stratégique et non encore allouées à un résultat stratégique spécifique, les coûts d'appui directs et les coûts d'appui indirects ne sont pas inclus dans ce tableau. La présentation complète de la synthèse financière annuelle du PSP est présentée dans la synthèse financière annuelle pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

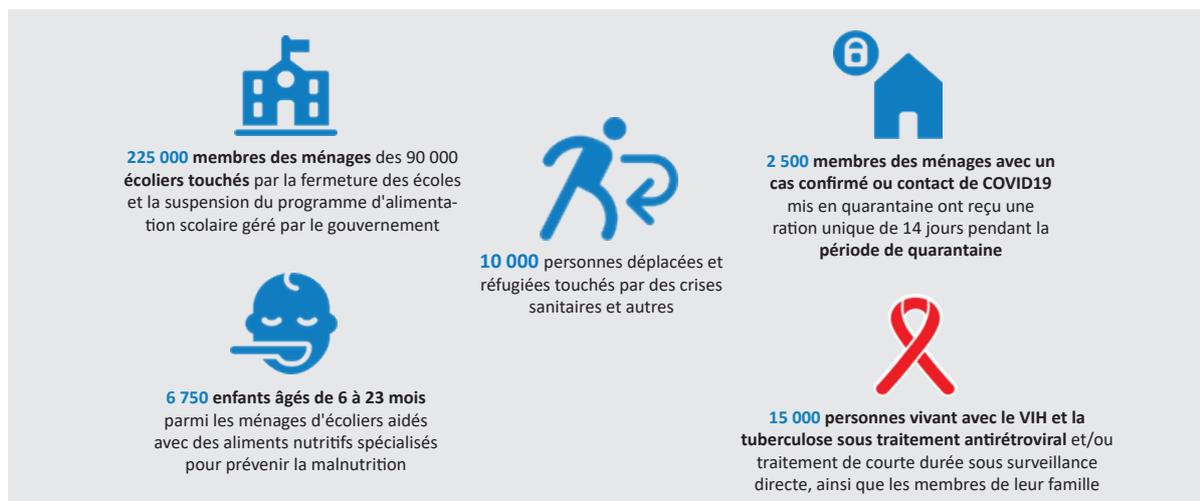
Performance du Programme

Effet direct stratégique 01: Les populations touchées par la crise au Togo sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les chocs.

L'effet direct stratégique 1 de l'Opération d'urgence limitée (LEO) visait à couvrir les besoins alimentaires et nutritionnels de base des populations touchées par la crise, pendant et après les chocs, via la distribution d'aliments en nature pendant trois mois, suivies de transferts en espèces pendant trois mois supplémentaires, selon les conditions du marché [1].

En utilisant une approche communautaire, une communication pour le changement social et comportemental (CCSC) devait être intégrée aux activités d'assistance alimentaire afin de promouvoir les bonnes pratiques nutritionnelles pour prévenir la malnutrition parmi les enfants et les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement pour réduire la propagation du COVID-19 dans les zones ciblées. Cet effet stratégique prévoyait également la provision d'activités de renforcement des capacités des institutions nationales et des partenaires, y compris les comités de gestion et de coordination du COVID-19 et la plateforme de prévention des catastrophes, afin de soutenir le suivi, l'évaluation et l'analyse de la sécurité alimentaire, la fourniture de l'aide alimentaire et d'améliorer la coordination de la préparation aux situations d'urgence et aux mécanismes de réponse au niveau du pays.

Les 252 500 bénéficiaires ciblés dans le cadre de ce résultat stratégique incluaient :



Le PAM a travaillé en étroite collaboration avec ses partenaires pour identifier les besoins des ménages les plus vulnérables dans les cinq régions ciblées (Maritime, Plateaux, Central, Kara et Savanes). L'identification et le ciblage des ménages des personnes vivant avec le VIH et la tuberculose ont été effectués en collaboration avec le Programme des Nations Unies Programme sur le VIH / SIDA, l'Organisation mondiale de la Santé et Ministère de la Santé, par le biais du Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) et le Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT).

De bons résultats ont été obtenus dans le cadre de ce résultat stratégique : 96% des 252 500 bénéficiaires ciblés ont été touchés [2], dont 145 175 femmes, ce qui leur a permis de couvrir leurs besoins alimentaires immédiats. Les résultats enregistrés par l'Enquête de suivi post-distribution ont mis en évidence une légère amélioration de l'accès des ménages assistés à la nourriture tandis que le score de consommation alimentaire acceptable a légèrement augmenté entre le niveau de référence et après la distribution, passant de 84,8 à 91 pour cent.

Le panier alimentaire distribué était composé de maïs, de légumineuses, d'huile végétale, de sel iodé et d'aliments nutritifs spécialisés (Super Cereal Plus) destinés aux enfants âgés de 6 à 23 mois pour aider à prévenir la malnutrition. Les retards dans le processus d'achat du sel iodé et les problèmes logistiques connexes ont poussé le PAM et ses partenaires à reporter la distribution de ce produit à février 2021. Les distributions alimentaires se sont accompagnées de séances de sensibilisation pour informer les bénéficiaires sur la préparation et la consommation des produits alimentaires reçus.

Cependant, en raison de contraintes de financement importantes (niveau de financement des besoins de 24%), la plupart des activités complémentaires y compris l'assistance en espèces, ainsi que les interventions en Communication CCSC et de renforcement des capacités n'ont pas pu être mises en œuvre à l'échelle prévue. Ces déficits de financement (51 % des ressources disponibles pour la mise en œuvre) ont également gravement affecté les quantités de nourriture distribuées, obligeant le PAM à introduire des ajustements de ration [3]. Les restrictions de mouvement imposés dans le cadre des mesures de confinement du COVID-19 ont également retardé la mise en œuvre de certaines activités prévues et a nécessité des ajustements du suivi et des activités de collecte de données.

Le suivi sur place effectué par le PAM lors des distributions a révélé que près de 75 pour cent des personnes ayant reçu de la nourriture au nom de leurs ménages étaient des femmes contre 25 pour cent de ménages dirigés par des hommes. Avec le soutien des partenaires coopérants et des autorités locales, le PAM a mis en place des comités de distribution alimentaire composés de volontaires représentants des bénéficiaires, d'enseignants et de leaders traditionnels d'opinion à chacun des 304 points de distribution. Chaque comité de distribution était composé de cinq membres et à 60 pour cent de femmes et de filles, et se sont assurés de la prise en compte des principes d'égalité des sexes dans les postes de leadership afin de promouvoir le rôle et l'autonomisation des femmes.

Au-delà de la portée du LEO, le PAM a tiré parti du Fonds des Nations Unies pour les Objectifs de Développement Durable 2030 (SDG 2030), du Fonds de coopération Sud-Sud et triangulaire (SSTC Fund) et d'une allocation interne de Fonds pour les opérations d'urgence, afin de renforcer les capacités nationales de gestion des systèmes de réponse aux chocs alimentaires (IR-PREP, Immediate Response Account for Emergency Preparedness and Response). Un plan de renforcement des capacités opérationnelles a été élaboré, en conformité aux recommandations de l'évaluation décentralisée de 2019.

Par le biais du Programme de préparation aux interventions immédiates (IR-PREP), le système d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire a été renforcé grâce à la formation de 95 acteurs nationaux impliqués dans la réduction et la gestion des risques de catastrophe sur les principes humanitaires, la préparation et la réponse aux situations d'urgence, l'évaluation de la vulnérabilité et la collecte de données. Le PAM a également renforcé les capacités de son propre personnel en préparation aux actions d'urgence, y compris par le biais d'exercices de simulation d'événements de catastrophe (SIMEX [4]). En outre, le PAM a aidé le Gouvernement, par l'intermédiaire de l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC), à mettre au point un registre humanitaire harmonisé pour l'enregistrement de la population touchée et un questionnaire pour l'évaluations de la vulnérabilité [5]. Dans le cadre de l'étude des mécanismes et capacités de pré-positionnement de stock alimentaire et non alimentaire en cas de crise au Nord du Togo, un total de 220 entrepôts et installations de stockage et routes accessibles a été identifié et évalué. Dans l'ensemble, les inondations qui ont touché à la fois le Bénin et le Togo à la fin de 2019 et plus tard l'arrivée de la pandémie du COVID-19 ont été l'occasion pour les deux bureaux de pays d'appliquer les connaissances et les compétences acquises au cours des différentes formations pour soutenir les interventions nationales d'urgence.



Dans le cadre du Fonds ODD 2030, le PAM a soutenu les initiatives de renforcement des capacités des organisations de petits exploitants agricoles opérant dans les Zones d'Aménagement Agricoles Planifiées (ZAAP [6]), ainsi qu'autour des agropoles et des cantines scolaires, pour relier leur production avec les marchés et les écoles au niveau national. Ce projet visait à renforcer les partenariats entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire pour améliorer les systèmes alimentaires durables.

Dans l'ensemble, 2 700 organisations de petits exploitants ont été identifiées et leurs capacités et besoins évalués, afin d'élaborer un plan de renforcement des capacités opérationnelles. Cet exercice de « cartographie » consistait à collecter des informations concernant : (i) la répartition géographique et la localisation de ces organisations ; (ii) leurs capacités de production, transformation, stockage et distribution de denrées agricoles locales ; (iii) la diversité des aliments produits ou transformés, ainsi que leurs besoins de renforcement des capacités.

Les résultats ont mis en évidence que les organisations paysannes évaluées ont la capacité de produire des quantités suffisantes d'aliments composés de céréales, de légumineuses, de tubercules, de fruits et de légumes, pour répondre aux besoins du programme national d'alimentation scolaire. Le PAM a aidé à développer des partenariats opérationnels entre 27 de ces organisations de petits producteurs (représentant environ 200 individus, dont 47 pour cent de femmes) et 9 écoles primaires publiques mettant en œuvre le programme gouvernemental d'alimentation scolaire communautaire, de sorte que les cantines scolaires pourront être approvisionnées en aliments nutritifs cultivés localement et produits par les petits exploitants agricoles locaux. Cette approche contribue à concrétiser le passage à un modèle national d'alimentation scolaire communautaire et à l'accès des petits exploitants aux marchés.

Dans le cadre de ce projet, le PAM a également fourni une assistance technique et financière à la commune de Golfe 3 pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire en contexte urbain. Le PAM a échangé avec les autorités locales de cette commune, qui ont entamé un effort pour créer une cuisine centrale qui puisse fournir près de 4 500 repas à diverses écoles de la commune de Golfe 3 de la capitale, Lomé. Le partenariat a été renforcé avec le Centre régional d'excellence contre la faim et la malnutrition basé en Côte d'Ivoire pour aider à développer un programme basé sur le modèle de la cuisine centrale tunisienne.

Tous ces efforts interviennent à un moment où le soutien technique et le plaidoyer du PAM ces dernières années ont conduit à l'adoption d'un projet de loi sur l'alimentation scolaire par l'Assemblée nationale en juin 2020. Cette loi met l'accent sur l'importance d'une alimentation saine pour chaque enfant et se concentre sur une approche multisectorielle et l'utilisation de produits agricoles locaux par les cantines des écoles bénéficiant du programme.

Enfin, le PAM a également contribué à renforcer les capacités nationales en matière d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition en dispensant une formation à la Direction des statistiques agricoles, de l'Informatique et de la Documentation agricoles (DSID) et au Comité Inter états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et en fournissant à la DSID différents outils et équipements informatiques, y compris des ordinateurs portables et des smartphones pour la collecte et l'analyse des données en temps réel et l'évaluation rapide des besoins immédiats. Le PAM a soutenu l'intégration de certains indicateurs pertinents sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans l'outil d'analyse du Ministère de l'agriculture et l'enquête réalisée a permis de mettre à jour des données de référence pour les évaluations nationales sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Effet direct stratégique 02 : Les partenaires humanitaires et de développement au Togo ont accès aux services communs tout au long de la crise.

Le résultat stratégique 2 de l'opération d'urgence limitée (LEO) visait à soutenir les opérations mises en oeuvre par les partenaires humanitaires et de développement, y compris les intervenants humanitaires, le Bureau national de gestion des risques de catastrophe, la Coordination nationale de gestion de la réponse au COVID-19 et par les comités préfectoraux, à travers la fourniture de services communs (chaînes d'approvisionnement et services de télécommunications d'urgence).

Cela comprenait un soutien pour les achats, le transport, le stockage et la distribution de produits alimentaires et non alimentaires essentiels, ainsi que la mise en place d'une cellule d'urgence pour les systèmes de télécommunications et de centres de communication pour améliorer la coordination d'une réponse efficace.

Afin de soutenir le développement de mécanismes nationaux de coordination logistique et de gestion de l'information, le PAM a fourni l'expertise, l'équipement et le soutien pour résoudre les goulots d'étranglement logistiques causés par des difficultés de transport dû à la crise du COVID-19 et les défis d'accès dans les zones reculées et isolées.

En raison de contraintes de financement critiques [7], toutes les activités relevant de ce résultat stratégique n'ont pas pu être mises en oeuvre à la date prévue. Néanmoins, le bureau du Togo a tiré parti des services communs mondiaux fournis par le PAM dans le cadre du Plan mondial de réponse humanitaire (GHRP, Global Humanitarian Response Plan) pour pouvoir faciliter les déplacements du personnel des organisations humanitaires et internationales à l'intérieur et à l'extérieur du Togo (services aériens de passagers mondiaux) ainsi que le transport d'équipements médicaux, sanitaires, et d'articles alimentaires et non alimentaires essentiels.

Le PAM a plaidé pour l'ouverture d'une ligne de vol humanitaire via l'aéroport international de Lomé pendant la suspension des vols commerciaux, et le premier vol de personnel humanitaire vers Lomé a été autorisé le 26 juin 2020. Sur demande du gouvernement togolais et de l'ambassade de Chine, le PAM a facilité la livraison et le transport de fournitures et équipements médicaux, y compris des masques faciaux, des équipements de protection individuelle, thermomètres, lunettes d'isolation, etc.

De plus, le PAM et l'OMS co-dirigent le système de chaîne d'approvisionnement COVID-19 mis en place en avril 2020 dans le cadre du Plan mondial de réponse humanitaire au COVID19 (Global Humanitarian Response Plan, GHRP) offrant des services logistiques d'entreposage et de distribution y compris le fret et le transport aérien.

Tirant parti de sa situation géographique (située dans le golfe de Guinée), le bureau du Togo a servi de corridor logistique critique pour mettre en oeuvre la réponse au COVID-19 dans la région. Le PAM a intensifié les activités du corridor logistique régional en appui aux Opérations d'aide alimentaire d'urgence des pays sahéliens, mais aussi dans le cadre de la réponse nationale au COVID-19. Chaque année, le PAM achemine plus de 50 000 tonnes de denrées alimentaires via Cotonou et le port de Lomé. En 2018, le PAM a transporté 60 000 tonnes à travers les corridors de Lomé et Cotonou vers 7 pays, notamment les pays du Sahel, représentant 15 % du total de 400 000 tonnes de vivres distribuées par le PAM dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et 45 % des vivres distribuées dans le Sahel central. En 2020, le PAM a été en mesure de transporter plus de 50 000 tonnes de vivres à travers le seul port de Lomé, augmentant considérablement ses capacités.



Résultats transversaux

Progrès vers l'égalité des sexes : promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes parmi les population assistée par le PAM

Au Togo à ce jour, l'inégalité entre les sexes continue d'être une réalité - le pays est classé 146e sur 162 pays dans le classement de l'indice d'inégalité. Malgré les politiques nationales de transformation du genre en place, les barrières socioculturelles actuelles limitent l'accès des femmes aux opportunités économiques, aux services de santé, à l'éducation, au crédit, à la terre et aux intrants agricoles et à l'équipement, ainsi que leur participation aux prises de décision au sein des ménages. Au niveau national, le taux de pauvreté en 2015 était plus élevé parmi les ménages dirigés par des femmes (57,5%) que parmi les ménages dirigés par des hommes (55%), sur la base du questionnaire unifié du Togo sur les indicateurs de base du bien-être.

Néanmoins, des améliorations ont été apportées au niveau des instances nationales en 2020: le nouveau gouvernement mis en place au Togo a vu la nomination de la première femme Premier ministre du pays, Victoire Sidémého Dzidudu Tomegah-Dogbe, fin septembre 2020 et le nouveau Gouvernement totalise un record de 30% des 33 postes ministériels accordés aux femmes.

Le PAM Togo continue de promouvoir l'égalité des sexes dans toutes ses opérations et sur son lieu de travail afin de contribuer aux efforts nationaux pour relever les défis auxquels sont confrontés les femmes et les filles dans le pays. Le PAM vise également à renforcer des partenariats avec des institutions impliquées dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes tout au long de la mise en œuvre de son Plan Stratégique Pays Provisoire d'un an (PSPP 2021) et du Plan stratégique Pays (PSP à partir de 2022).

En 2020, le PAM a déployé des efforts importants pour améliorer les recrutements en encourageant les femmes qualifiées à postuler et pourvoir les postes vacants pour la majorité de ses nouveaux postes annoncés. Cette approche a permis d'augmenter la proportion de femmes parmi le personnel passé de 7% en 2019 à 32% en 2020. De même, le PAM a veillé à former et sensibiliser les partenaires coopérants au recrutement et à la promotion équitables entre les sexes dans leurs organisations.

De plus, le genre a été régulièrement intégré dans la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi / évaluation des activités, en mettant l'accent sur la participation et la représentation effectives des femmes et des filles. Sur les 242 463 personnes aidées dans le cadre de l'opération d'urgence limitée, 60% étaient des femmes, dont les mères vulnérables d'écoliers, femmes et filles enceintes et allaitantes et personnes vivant avec le VIH/TB.

La participation active des femmes a également été encouragée et assurée dans la gestion des comités et des activités d'information de la communauté. Le PAM a travaillé avec les partenaires coopérants et les communautés pour mettre en place 304 comités locaux – chacun composé de cinq membres, dont au moins 60 pour cent de femmes. Les membres du comité établi étaient chargés de soutenir la distribution de nourriture et de gérer le mécanisme de remontée de plaintes communautaire (CFM, Community Feedback Mechanism) au niveau de chaque localité. Les membres des comités locaux ont également participé à l'organisation de sessions de formation et de campagnes de sensibilisation axé sur



le panier alimentaire du PAM et l'utilisation des produits distribués. Ce processus a permis aux bénéficiaires de rester informés de tous les critères de ciblage utilisés, de la composition des paniers alimentaires, des plans de distribution alimentaire et du mécanisme de remontée de plaintes communautaire CFM.

Les processus de consultation participative impliquant des hommes et des femmes ont conduit à des décisions consensuelles sur le partage des avantages, l'accès aux ressources et au contrôle des moyens de production. Le PAM organise régulièrement des groupes de discussion avec des femmes, veillant à ce que les besoins de tous les membres de la communauté, y compris les femmes, les hommes, les filles et les garçons, soient intégrés dans les activités et suivis en conséquence.

Protection et responsabilité envers les populations touchées : les populations touchées peuvent bénéficier des programmes du PAM d'une manière à garantir et à promouvoir leur sécurité, leur dignité et leur intégrité. Les populations affectées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires responsables de satisfaire leurs besoins en matière de faim d'une manière qui reflète leurs points de vue et leurs préférences

Tout au long de 2020, le PAM a renforcé son partenariat avec l'Agence nationale de protection civile (ANPC) pour garantir aux populations assistées un accès sans entrave à l'aide humanitaire et sans problèmes de sécurité. Les populations assistées incluaient des personnes susceptibles d'être à risque ou affectées par divers types de chocs. Le PAM a organisé une formation pour ses partenaires d'exécution et de coopération sur les principes humanitaires, les défis de la protection, ainsi que sur la tolérance zéro du PAM au harcèlement et aux abus sexuels et à tout autre type d'inconduite.

Des mesures de prévention contre la COVID-19 étaient en place sur les sites de distribution de nourriture, y compris le port obligatoire de masques, le lavage des mains et éloignement physique. De plus, les distributions ont été effectuées en petits groupes et uniquement pendant la journée en accordant la priorité aux bénéficiaires les plus vulnérables, et les sites de distribution dans toutes les localités ont été sélectionnés aussi près que possible des bénéficiaires afin de limiter les déplacements nécessaires.

Le PAM a également intensifié ses engagements visant à améliorer la responsabilité envers les populations touchées, en augmentant le partage d'informations et le suivi, les consultations avec les communautés et la mise en place d'un mécanisme de remontée de plaintes communautaire (CFM). Les communautés ont été informées des mécanismes disponibles, y compris les courriels, les appels directs et les comités en place (composés à au moins 75 % de femmes). Les appels reçus en 2020 provenaient principalement de bénéficiaires qui tenaient à remercier le PAM pour son assistance.

Différents flux de communication ont été utilisés dans le cadre des campagnes de sensibilisation, pour fournir des informations sur les raisons de l'assistance fournie, la méthodologie de ciblage, les rations distribuées, la durée de l'assistance, l'utilisation et la préparation des aliments nutritifs spécialisés (Super Cereal Plus), etc. La communication était basée sur des canaux communautaires locaux et la diffusion verbale dans les langues locales. Dans la région nord du Togo, il existe plus de 40 types de dialectes associés à des taux élevés d'analphabétisme. En conséquence, le PAM s'est associé aux dirigeants communautaires pour garantir la traduction dans les langues locales des messages de sensibilisation.



Environnement : les communautés ciblées bénéficient des programmes du PAM d'une manière qui ne nuit pas à l'environnement.

Plusieurs facteurs de stress environnemental observés au Togo affectent les systèmes de production alimentaire : pénuries d'eau, pollutions, déforestation, risques de catastrophes naturelles. Le pays figure parmi les pays les plus vulnérables au réchauffement climatique dans le monde, ce qui impacte principalement les ressources en eau, l'agriculture, la gestion des forêts, et la biodiversité. Combiné à l'absence de technologies et d'infrastructures d'adaptation et d'atténuation, la population a un besoin urgent d'améliorer sa résilience aux chocs naturels et sociaux, y compris la sécurité alimentaire.

Au Togo, de fortes inondations ont touché des communautés déjà vulnérables dans les régions de Kara, Maritime et Savannes en 2020. Selon l'Agence nationale de protection civile (ANPC), 10 personnes sont mortes des suites de fortes inondations entre août et septembre 2020 dans la région des Savannes. Plus de 68 952 personnes ont été déplacées dans ces trois régions, dont 15 815 femmes et 39 841 enfants. Le PAM prévoit d'aider 10 000 personnes touchées par les chocs climatiques au cours du premier semestre 2021, par le biais du Plan Stratégique de Pays Provisoire (PSPP) prévu pour démarrer en janvier 2021.

Au cours de la période considérée, le PAM a réduit autant que possible les missions sur le terrain (également en raison des restrictions de mouvements liés au COVID-19) et a délégué les opérations de distribution à des partenaires locaux déjà sur le terrain, réduisant ainsi son empreinte carbone en transport. Les partenaires ont été également sensibilisés à limiter les déplacements, en maximisant le nombre d'activités de suivi effectuées lors de chaque mission sur le terrain. De plus, les écoles et les centres de santé existants ont été utilisés comme sites temporaires de distribution de vivres afin de limiter la dé-forestation sur des bandes de terres non développées et la perturbation des écosystèmes.

Enfin, le PAM a organisé des démonstrations culinaires auprès des femmes lors des distributions de vivres afin de garantir l'apprentissage de méthodes de cuisson appropriées au sein des ménages, visant à réprimer les techniques de cuisson traditionnelles utilisant du bois de chauffage et à réduire les impacts des activités du PAM sur dégradation de l'environnement. Les bénéficiaires ont été sensibilisés à l'utilisation de foyers écoénergétiques qui aident à économiser du bois de chauffe et à réduire la pression sur les ressources forestières. Le PAM a fourni du maïs et des haricots blancs (qui ne nécessitent pas un long temps de cuisson) et des aliments nutritifs spécialisés facilement comestibles (super céréales).

NOTES

Contexte et opérations

[1] CIA Factbook, 2020

[2] Banque Mondiale, 2019

[3] Source : Banque Mondiale, Togo, statistiques 2015 (mise à jour : 3 novembre 2020)

[4] Le secteur agricole emploie plus de 80 pour cent de la population rurale et la production alimentaire est dominée par les petits exploitants, dont 51 pour cent sont des femmes, principalement des ouvriers ayant un accès limité à la terre (seulement 21,7 pour cent des petites exploitantes possèdent des terres). Les petits exploitants agricoles sont cependant confrontés à des défis critiques - ils ont une utilisation très limitée des intrants et 95 pour cent n'ont pas accès aux services de vulgarisation.

[5] Le Programme de préparation et de renforcement de la réponse immédiate (IR-PREP) lancé en novembre 2019 a été approuvé pour une prolongation jusqu'au 30 avril 2020. L'IR-PREP était initialement lié au risque de débordement de l'insécurité du centre du Sahel, son objectif principal était donc pour assurer une préparation adéquate en cas d'urgence en raison de risques d'insécurité. Néanmoins, les actions de préparation mises en place ont également profité aux autres opérations de réponse aux chocs ultérieurs qui se sont produits, notamment des chocs liés au climat et des chocs dus à une crise sanitaire d'urgence.

[6] Le secteur informel, qui représente 85 pour cent de l'activité économique du pays (les femmes contribuent à plus de 70 pour cent) et dépend de l'agriculture, du commerce et des services, a été fortement touché par le COVID-19, laissant des milliers de ménages vulnérables sans moyens de subsistance.

[7] Analyse des impacts de la pandémie COVID-19 sur l'économie et les conditions socio-économiques des ménages et des groupes vulnérables au Togo (mai 2020).

[8] Référence au nombre de personnes sous Cadre Harmonisé (CH) phase 2 et CH phase 3-5 respectivement. Pendant ce temps, le CH de novembre 2020 a estimé que 102350 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire entre octobre et décembre 2020, bien inférieur au chiffre de la période de soudure, mais toujours 32 fois supérieur à la même période en 2019.

Partenariats

[1] Le DSID a assuré la coordination des principales activités, y compris le renforcement des capacités des organisations de petits exploitants agricoles et la mise en relation de ces organisations avec les cantines scolaires. Cela a également été soutenu par l'ANADEB dans les cinq régions économiques du pays, qui a coordonné l'exercice de cartographie des organisations de petits exploitants agricoles et l'identification des ménages d'écoliers. La DSID a également soutenu, dans le cadre du LEO, la réalisation d'une étude de faisabilité pour les transferts monétaires, le suivi post-distribution et la mise à jour des indicateurs de sécurité alimentaire.

[2] Un financement de 14 900 USD a été reçu du Fonds de coopération Sud-Sud et Triangulaire.

Situation Financière

[1],[2] : voir détails dans la section sur le résultat stratégique 1



Performance du programme

Notes

[1] À mesure que les marchés se redressaient, le PAM avait prévu d'entreprendre des analyses de marché et des évaluations de faisabilité en espèces afin de fournir des transferts en espèces aux populations touchées accessibles, permettant aux hommes et aux femmes bénéficiaires de répondre à leurs préférences différenciées. La transition aurait dépendu de la mesure dans laquelle les marchés, les services financiers et de télécommunications fonctionnent, y compris la possibilité de garantir la sécurité des bénéficiaires.

[2] Le seul groupe de bénéficiaires qui n'a pas pu bénéficier d'une assistance est celui des 10 000 réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays.

[3] Le plan initial était de fournir 3 mois d'assistance alimentaire, couvrant 10 jours des besoins énergétiques de 2 100 kcal par personne et par jour chaque mois. La durée (3 mois) a été maintenue mais la couverture par mois a été réduite à 5 jours.

[4] L'exercice de simulation SIMEX est un événement fictif de catastrophe créé dans le but de tester les plans et les procédures qui entreraient en vigueur lors d'une véritable urgence, aidant à identifier les forces et les faiblesses.

[5] Pour être utilisé par tous les acteurs humanitaires du pays. Cela a été fait à travers l'organisation d'un atelier technique de 2 jours impliquant différentes entités gouvernementales, agences des Nations Unies, ONG nationales et internationales et membres de la plate-forme nationale pour la réduction des risques de catastrophes aux niveaux central et local.

[6] Les ZAAP se présentent comme une méthode agricole moderne qui regroupe sur un même site différents blocs pour la production de cultures vivrières, le maraîchage, la production d'arbres fruitiers, l'élevage et la pisciculture. Il s'agit d'un mode de fonctionnement impliquant la mécanisation, la vulgarisation des intrants et l'irrigation à partir d'un réservoir d'eau sur le site. Dans le cadre du processus de développement agricole du pays, il est à terme prévu de développer 400 ZAAP sur l'ensemble du territoire, dans le cadre des objectifs de concrétisation de la vision 2020-2025 de l'agriculture.

[7] Ce résultat stratégique n'a pas été financé du tout en 2020 (0 USD disponible sur 492 000 USD de budget planifié en fonction des besoins)

Chiffres et indicateurs

Contributions du PAM à l'atteinte des ODD

 ODD 1 : Pas de pauvreté Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.											
Résultat stratégique PAM						Contribution (par le PAM, le Gouvernement, ou les partenaires avec l'appui du PAM)					
Indicateur ODD	Résultats nationaux					Indicateurs reliés à l'ODD	Direct				Indirect
	Unité	Femme	Homme	Total	Année		Unité	Femme	Homme	Total	
Nombre de morts, de personnes disparues et de personnes touchées par une catastrophe pour 100 000 habitants.	Nombre					Nombre de personnes touchées (par le PAM ou par les gouvernements ou les partenaires avec l'appui du PAM) pour renforcer la résilience face aux chocs (catastrophe naturelle, économique, climatique, conflit, santé)	Nombre		98	98	

 ODD2 : Faim Zéro Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.											
Résultat stratégique du PAM : Aider les pays à atteindre la Faim Zéro						Contribution (par le PAM, le Gouvernement, ou les partenaires avec l'appui du PAM)					
Indicateur ODD	Résultats nationaux					Indicateur relié à l'ODD	Direct				Indirect
	Unité	Femme	Homme	Total	Année		Unité	Femme	Homme	Total	
Prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou sévère dans la population, sur la base de l'échelle de l'expérience de l'insécurité alimentaire (FIES)	%					Nombre de personnes touchées (par le PAM, ou par les gouvernements ou les partenaires avec le soutien du PAM) dans le contexte d'une réponse d'urgence et de crise prolongée	Nombre	123,656	118,807	242,463	
Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, par type (émaciation et surpoids)	% surpoids			0.3	2020	Nombre de personnes touchées (par le PAM, ou par les gouvernements ou les partenaires avec l'appui du PAM) avec des interventions de prévention et de traitement de la malnutrition (programmes de micronutriments)	Nombre	3,443	3,307	6,750	



ODD17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser.

Résultat stratégique du PAM : Partenariats pour la réalisation des ODD				Contribution (par le PAM, le Gouvernement, ou les partenaires avec l'appui du PAM)			
Indicateur ODD	Résultats nationaux			Indicateur relié à l'ODD	Direct		Indirect
	Unité	Total	Année		Unité	Total	
Nombre de pays disposant de mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable	Nombre	1	2020	Nombre de mécanismes (par type) développés (par le PAM, ou par les gouvernements ou les partenaires avec l'appui du PAM) pour renforcer la cohérence des politiques (liés à la faim zéro)	Nombre	2,700	
Nombre de pays signalant des progrès dans les cadres de suivi de l'efficacité du développement multipartites qui soutiennent la réalisation des objectifs de développement durable	Nombre	1	2020	Nombre de partenaires participant à des partenariats multipartites (y compris des services communs et des plates-formes de coordination où le PAM joue un rôle de chef de file ou de coordination)	Nombre	1	
Valeur en dollars de l'assistance financière et technique (y compris par le biais de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire) engagée aux pays en développement	US\$			Valeur en dollars (dans le portefeuille du PAM) des interventions d'assistance technique et de renforcement des capacités des pays (y compris la facilitation de la coopération Sud-Sud et triangulaire)	US\$	14,900	

Bénéficiaires par sexe et groupe d'âge

Bénéficiaires total	Homme		123,725	97,287	79%
	femme		128,775	145,176	113%
	Total		252,500	242,463	96%
Groupe d'âge					
0-23 mois	Homme		5,050	4,744	94%
	femme		7,575	9,449	125%
	Total		12,625	14,193	112%
24-59 mois	Homme		7,575	7,286	96%
	femme		7,575	12,073	159%
	Total		15,150	19,359	128%
5-11 ans	Homme		15,150	33,587	222%
	femme		15,150	40,706	269%
	Total		30,300	74,293	245%
12-17 ans	Homme		17,675	14,671	83%
	femme		17,675	21,808	123%
	Total		35,350	36,479	103%
18-59 ans	Homme		68,175	25,182	37%
	femme		70,700	44,305	63%
	Total		138,875	69,487	50%
60 + ans	Homme		10,100	11,817	117%
	femme		10,100	16,835	167%
	Total		20,200	28,652	142%



Bénéficiaires par statut de résidence

Statut résidence	Prévu	Réel	% Réel vs Prévu
Résident	252,000	242,463	96%
Réfugié	0	0	-
Rapatré	0	0	-
IDP (Personnes déplacées à l'intérieur du pays)	0	0	-

Bénéficiaires par domaine de programme

Zone de programme	Prévu	Réel	% Réel vs Prévu
Nutrition Prévention	6,750	6,750	100%
Repas scolaire	225,000	224,963	99%
Transfert de ressources inconditionnel	27,500	17,500	63%

Transfert annuel en vivres

Produits de bases	Distributions prévu	Distributions réelle	% Réel vs Prévu
Tout le monde a accès à la nourriture			
Résultat stratégique : Résultat stratégique 01			
Maïs	2,651	1,341	51%
Farine enrichie	40	41	101%
Sel iodé	38	0	0%
Huile végétale	265	129	49%
Légumineuses	758	367	49%

Transfert annuel en espèces

Modalité	% Réel vs Prévu		
Tout le monde a accès à la nourriture			
En espèces	2,625,000	0	0%

Résultats des Effets stratégiques et Produits

Résultat stratégique 01: Les populations touchées par la crise au Togo sont en mesure de répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les chocs

Résultats de produits

Activité 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations affectées. [Catégorie d'activité 1: Alimentation, CBT et CS]

Catégorie de produit A: ressources transférées

Catégorie de produit B: aliments nutritifs fournis

Catégorie de produit C: Renforcement des capacités et soutien technique fournis

Produit	Indicateur	Groupe Bénéficiaire	Sous-Activité	Unité de mesure	Prévu	Réel
A :	A.1: Bénéficiaires recevant des transferts en espèces	Tous	Distribution générale	Female Male Total	5,10 4,900 10,000	
A :	A.1: Bénéficiaires recevant des transferts en espèces	Tous	HIV/TB Atténuation et filets de sécurité	Female Male Total	7,650 7,350 15,000	
A :	A.1: Bénéficiaires recevant des transferts en espèces	Tous	Alimentation scolaire (rations à emporter)	Female Male Total	114,750 110,250 225,000	
A :	A.1: Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Tous	Distribution générale	Female Male Total	6,375 6,125 12,500	1,363 1,137 2,500
A :	A.1: Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Tous	HIV/TB Atténuation et filets de sécurité	Female Male Total	7,650 7,350 15,000	8,834 6,166 15,000
A :	A.1: Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Tous	Alimentation scolaire (rations à emporter)	Female Male Total	114,750 110,250 225,000	134,978 89,985 224,963
A :	A.1: Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Enfants	Prévention de la malnutrition aiguë	Female Male Total	3,847 2,903 6,750	3,458 3,292 6,750
A :	A.2: Transferts alimentaires			MT	3,752	1,878
A :	A.3: Transferts en espèces			US\$	2,625,000	0
	A.6*: Nombre de sites institutionnels aidés					
A: Les populations touchées reçoivent des transferts en espèces ou une aide alimentaire en nature afin de répondre à leurs besoins alimentaires de base et de soutenir leur état nutritionnel	A.6.11: Nombre de sites institutionnels aidés		HIV/TB Atténuation et filets de sécurité	site	54	54
	A.8*: Nombre de rations fournies					
A: Les populations touchées reçoivent des transferts en espèces ou une aide alimentaire en nature afin de répondre à leurs besoins alimentaires de base et de soutenir leur état nutritionnel	A.8.1: Nombre de rations fournies		Distribution générale	ration	2,500	2,500
A: Les populations touchées reçoivent des transferts en espèces ou une aide alimentaire en nature afin de répondre à leurs besoins alimentaires de base et de soutenir leur état nutritionnel	A.8.1: Nombre de rations fournies		HIV/TB Atténuation et filets de sécurité	ration	15,000	15,000

A: Les populations touchées reçoivent des transferts en espèces ou une aide alimentaire en nature afin de répondre à leurs besoins alimentaires de base et de soutenir leur état nutritionnel	A.8.1: Nombre de rations fournies		Alimentation scolaire (rations à emporter) ration		225,000	224,963
	A.6*: Nombre de sites institutionnels aidés					
A: Les groupes vulnérables touchés reçoivent un soutien nutritionnel afin de prévenir la malnutrition	A.6.11: Nombre de sites institutionnels aidés		Prévention de la malnutrition aiguë	site	304	304
	A.8*: Nombre de rations fournies					
A: Les groupes vulnérables touchés reçoivent un soutien nutritionnel afin de prévenir la malnutrition	A.8.1: Nombre de rations fournies		Prévention de la malnutrition aiguë	ration	6,750	6,750
	B.2*: Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis					
B: Les populations touchées reçoivent des transferts en espèces ou une aide alimentaire en nature afin de répondre à leurs besoins alimentaires de base et de préserver leur état nutritionnel (SR 2)	B.2.1: Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis		Prévention de la malnutrition aiguë	Mt	41	41
	C.7*: Nombre d'institutions nationales bénéficiant d'une expertise intégrée ou détachée grâce à l'appui au renforcement des capacités du PAM					
C: Les populations touchées bénéficient du renforcement des capacités du gouvernement et des partenaires pour assurer leur accès sûr et adéquat à la nourriture et à la nutrition	C.7*.1: Nombre d'institutions nationales bénéficiant d'une expertise intégrée ou détachée grâce à l'appui au renforcement des capacités du PAM		Activités de renforcement des capacités institutionnelles	Nombre	27	27

Résultats d'effet stratégiques

Activité 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations affectées. [Catégorie d'activité 1: Alimentation, CBT et CS]

Indicateur	Activité	Sexe	Données de base	Cible PSP	Cible 2020	2020 Suivi	2019 Suivi	2018 Suivi	Source
Ménages d'enfants d'âge scolaire; Ménages PVVIH/TB; Ménages Covid-19; Togo; Food									
Indice de stratégie d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	Distribution générale	Total	6.17	<5	<5	16.4			Suivi du programme du PAM
Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Distribution générale	Total	84.8	<85	<85	91			Suivi du programme du PAM
Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire limite	Distribution générale	Total	13.1	<10	<10	8.3			Suivi du programme du PAM
Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un faible score de consommation alimentaire	Distribution générale	Total	8.1	<1.5	<1.5	0.8			Suivi du programme du PAM

Indicateurs transversaux

Indicateurs d'égalité des sexes

Amélioration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes au sein de la population bénéficiant de l'aide du PAM									
Proportion d'entités décisionnelles en matière d'aide alimentaire - comités, conseils d'administration, équipes, etc. – dont les membres sont des femmes									
Groupe cible, Localisation, Modalités	Activité	Sous-activité	Categorie	Sexe	Données de base	Cible PSP	Cible 2020	2020 suivi	2019 suivi
Populations vulnérables dans les 5 régions économiques du Togo	Act 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégories Activité 1: Vivres, CBT & CS]	Distribution générale		Total	0	≥60	≥60	60	
Proportion de ménages dans lesquels les femmes, les hommes ou à la fois les femmes et les hommes prennent des décisions sur l'utilisation de la nourriture / de l'argent liquide / des bons, ventilée par modalité de transfert									
Groupe cible, Localisation, Modalités	Activité	Sous-activité	Categorie	Sexe	Données de base	Cible PSP	Cible 2020	2020 suivi	2019 suivi
Populations vulnérables dans les 5 régions économiques du Togo	Act 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégories Activité 1: Vivres, CBT & CS]	Distribution générale	Décisions prises par les femmes	Total	12	≥25	≥25	19.95	
			Décisions prises par les hommes	Total	53	≥20	≥20	13.22	
			Décisions prises conjointement par les femmes et les hommes	Total	35	≥55	≥55	66.83	
Type de transfert (vivres, espèces, bons, pas de compensation) reçu par les participants aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité									
Groupe cible, Localisation, Modalités	Activité	Sous-activité	Categorie	Sexe	Données de base	Cible PSP	Cible 2020	2020 suivi	2019 suivi
Populations vulnérables dans les 5 régions économiques du Togo	Act 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégories Activité 1: Vivres, CBT & CS]	Distribution générale		Femme Homme Total	0	≥51 ≥49 ≥100	≥51 ≥49 ≥100	62.12 37.88 100	

Indicateurs de protection des populations touchées

Les populations touchées peuvent bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui garantit et promeut leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM

Groupe cible, Localisation, Modalités	Activité	Sous-activité	Sexe	Données de base	Cible PSP	Cible 2020	2020 suivi	2019 suivi
Populations vulnérables dans les 5 régions économiques du Togo	Act 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégories Activité 1: Vivres, CBT & CS]	Alimentation scolaire (rations à emporter)	Total	0	≥95	≥95	100	

Proportion de personnes ciblées recevant une assistance sans problèmes de sécurité

Groupe cible, Localisation, Modalités	Activité	Sous-activité	Sexe	Données de base	Cible PSP	Cible 2020	2020 suivi	2019 suivi
Populations vulnérables dans les 5 régions économiques du Togo	Act 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégories Activité 1: Vivres, CBT & CS]	Prévention de la malnutrition aiguë	Total	0	≥95	≥95	100	

Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont dignes

Groupe cible, Localisation, Modalités	Activité	Sous-activité	Sexe	Données de base	Cible PSP	Cible 2020	2020 suivi	2019 suivi
Populations vulnérables dans les 5 régions économiques du Togo	Act 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégories Activité 1: Vivres, CBT & CS]	Distribution générale	Femme	0	≥95	≥95	100	
			Homme	0	≥95	≥95	100	
			Total	0	≥95	≥95	100	

Indicateurs de la responsabilité envers la population affectée

Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires responsables de la satisfaction de leurs besoins en matière de faim d'une manière qui reflète leurs points de vue et leurs préférences

Proportion de personnes touchées informées du programme (qui est inclus, ce que les personnes recevront, durée de l'aide)

Groupe cible, Localisation, Modalités	Activité	Sous-activité	Sexe	Données de base	Cible PSP	Cible 2020	2020 suivi	2019 suivi
Populations vulnérables dans les 5 régions économiques du Togo	Act 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégories Activité 1: Vivres, CBT & CS]	Distribution générale	Total	0	≥95	≥95	100	

Proportion des activités de projet pour lesquelles les commentaires des bénéficiaires sont documentés, analysés et intégrés dans les améliorations du programme

Groupe cible, Localisation, Modalités	Activité	Sous-activité	Sexe	Données de base	Cible PSP	Cible 2020	2020 suivi	2019 suivi
Populations vulnérables dans les 5 régions économiques du Togo	Act 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégories Activité 1: Vivres, CBT & CS]		Total	0	≥90	≥90	100	



Indicateurs de protection de l'environnement

Les communautés ciblées bénéficient des programmes du PAM d'une manière qui ne nuit pas à l'environnement

Proportion d'activités pour lesquelles les risques environnementaux ont été examinés et, au besoin, des mesures d'atténuation identifiées

Groupe cible, Localisation, Modalités	Activité	Sous-activité	Sexe	Données de base	Cible PSP	Cible 2020	2020 suivi	2019 suivi
Populations vulnérables dans les 5 régions économiques du Togo	Act 01: Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées.[Catégories Activité 1: Vivres, CBT & CS]	Distribution générale	Total	0	≥95	≥95	100	

Programme Alimentaire Mondial

Contact

Aboubacar Koisha,
Directeur Pays et Représentant Résident
aboubacar.koisha@wfp.org

Photo de couverture © WFP/Reylaura Cantave

Ecoliers de l'Ecole Primaire de Doumassesse, Lomé-Togo

<https://www.wfp.org/countries/togo>

Section financière

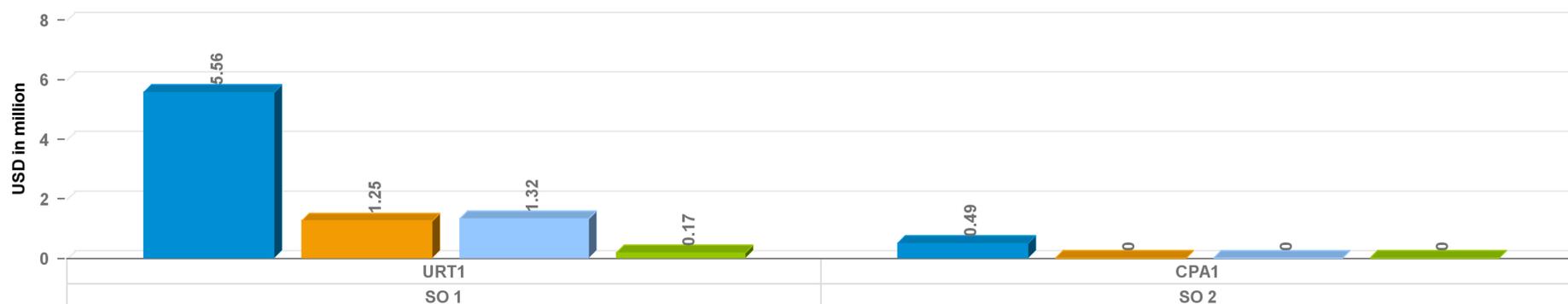
*Les informations financières sont extraites des registres financiers du PAM
qui ont été soumis aux commissaires aux comptes du PAM*

Rapport Annuel Pays

Budget du portefeuille pays du Togo 2020 (2020-2020)

Aperçu financier annuel pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 (Montant en USD)

Aperçu du budget annuel du portefeuille pays



Résultats et activités stratégiques

■ Plan basé sur les besoins
 ■ Plan de mise en œuvre
 ■ Ressources disponibles
 ■ Dépenses

Code Résultat stratégique

SO 1 Les populations touchées par la crise au Togo sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les chocs

SO 2 Les partenaires humanitaires et au développement du Togo ont accès à des services communs tout au long de la crise

Code Description Activités Pays

CPA1 Fournir une assistance technique, une chaîne d'approvisionnement et des services de télécommunications d'urgence au gouvernement et aux partenaires, y compris le transport, le stockage et la distribution d'articles alimentaires et non alimentaires

URT1 Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégorie d'Activité : Alimentation, CBT et CS]

Rapport Annuel Pays

Budget du portefeuille pays du Togo 2020 (2020-2020)

Aperçu financier annuel pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 (Montant en USD)

Résultat stratégique	Résultat stratégique	Activité	Plan basé sur les besoins	Plan de mise en œuvre	Ressources disponibles	Dépenses
1	Les populations touchées par la crise au Togo sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les chocs	Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégorie d'activité 1 : Alimentation, CBT & CS]	5,561,186	1,247,505	1,320,690	171,674
	Les partenaires humanitaires et au développement du Togo ont accès à des services communs tout au long de la crise	Fournir une assistance technique, une chaîne d'approvisionnement et des services de télécommunications d'urgence au gouvernement et aux partenaires, y compris le transport, le stockage et la distribution d'articles alimentaires et non alimentaires	491,962	0	0	0
Sous-total Résultat stratégique 1. Tout le monde a accès à la nourriture (Cible ODD 2.1)			6,053,148	1,247,505	1,320,690	171,674
Coût opérationnel direct total			6,053,148	1,247,505	1,320,690	171,674
Coût de support direct (DSC)			363,189	174,900	102,661	8,269
Coûts directs totaux			6,416,336	1,422,405	1,423,351	179,942
Coût de soutien indirect (ISC)			383,166	92,456	0	0
Total			6,799,502	1,514,861	1,423,351	179,942



Brian Ah Poe
Directeur

Direction de la comptabilité des contributions et des rapports financiers des donateurs

Définition des colonnes

Plan basé sur les besoins

Dernière version annuelle approuvée en décembre des besoins opérationnels de l'année de référence.

Les plans du PAM fondés sur les besoins constituent un appel à ressources pour mettre en œuvre des opérations conçues en fonction des évaluations des besoins entreprises en collaboration avec les homologues et partenaires gouvernementaux.

Plan de mise en œuvre

Plan de mise en œuvre au mois de janvier de la période de référence qui représente les besoins opérationnels prioritaires d'origine en tenant compte des prévisions de financement des ressources disponibles et des défis opérationnels

Ressources disponibles

Solde non dépensé des ressources reportées, contribution affectée de l'année en cours, avances et autres ressources de l'année en cours. Il exclut les contributions qui sont stipulées par le donateur pour une utilisation dans les années à venir

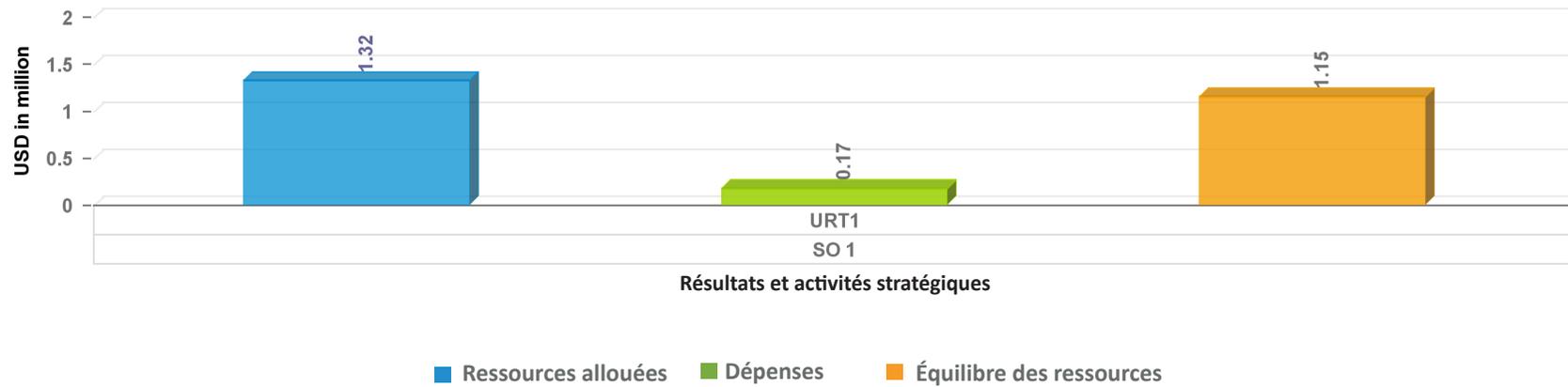
Dépenses

Valeur monétaire des biens et services reçus et enregistrés au cours de l'année de déclaration

Rapport Annuel Pays

Budget du portefeuille pays du Togo 2020 (2020-2020)
Aperçu financier cumulé au 31 décembre 2020 (Montant en USD)

Aperçu du budget cumulé du portefeuille pays



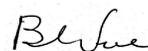
Code	Résultat stratégique
SO 1	Les populations touchées par la crise au Togo sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les chocs
Code	Description Activités Pays
URT1	Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégorie d'Activité : Alimentation, CBT et CS]

Rapport Annuel Pays

Budget du portefeuille pays du Togo 2020 (2020-2020)

Aperçu financier cumulé au 31 décembre 2020 (Montant en USD)

Résultat stratégique	Résultat stratégique	Activité	Plan basé sur les besoins	Contributions allouées	Avance et allocation	Ressources allouées	Dépenses	Équilibre des ressources
1	Les populations touchées par la crise au Togo sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les chocs	Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence par le biais de transferts en espèces ou en nature aux populations touchées. [Catégorie d'activité 1 : Alimentation, CBT & CS]	5,561,186	13,068	1,307,622	1,320,690	171,674	1,149,016
	Les partenaires humanitaires et au développement du Togo ont accès à des services communs tout au long de la crise	Fournir une assistance technique, une chaîne d'approvisionnement et des services de télécommunications d'urgence au gouvernement et aux partenaires, y compris le transport, le stockage et la distribution d'articles alimentaires et non alimentaires	491,962	0	0	0	0	0
Sous-total Résultat stratégique 1. Tout le monde a accès à la nourriture (Cible ODD 2.1)			6,053,148	13,068	1,307,622	1,320,690	171,674	1,149,016
Coût opérationnel direct total			6,053,148	13,068	1,307,622	1,320,690	171,674	1,149,016
Coût de support direct (DSC)			363,189	1,832	100,829	102,661	8,269	94,393
Coûts directs totaux			6,416,336	14,900	1,408,451	1,423,351	179,942	1,243,409
Coût de soutien indirect (ISC)			383,166	0	0	0	0	0
Total			6,799,502	14,900	1,408,451	1,423,351	179,942	1,243,409



Brian Ah Poe
Directeur

Direction de la comptabilité des contributions et des rapports financiers des donateurs

Définition des colonnes

Plan basé sur les besoins

Dernière version approuvée des besoins opérationnels.

Les plans du PAM fondés sur les besoins constituent un appel à ressources pour mettre en œuvre des opérations conçues en fonction des évaluations des besoins entreprises en collaboration avec les homologues et partenaires gouvernementaux.

Contributions allouées

Les contributions allouées comprennent les contributions confirmées avec des variations de taux de change, les contributions multilatérales, les recettes diverses, les ressources transférées, le recouvrement des coûts et d'autres ajustements financiers (par exemple le refinancement).

Il exclut les avances et allocations internes et les contributions stipulées par le donateur pour une utilisation dans les années à venir.

Avance et allocation

SRessources internes avancées/allouées mais non remboursées. Cela comprend différents types d'avances internes (prêts de projets internes ou macro-financement) et d'allocations (compte de réponse immédiate).

Ressources allouées

Somme des contributions allouées, avance et allocation

Dépenses

Valeur monétaire cumulée des biens et services reçus et enregistrés au cours de la période de référence

Équilibre des ressources

Ressources allouées moins dépenses